

CONSEIL

Français - Or. Anglais

Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 29-30 mai 2013

NOTES POUR LES DISCUSSIONS

Déclassifié

JT03339162

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

POINT 1: PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

1. **La croissance économique mondiale devrait se redresser en 2013-2014, mais des risques subsistent et le chômage restera élevé dans de nombreux pays.** La zone euro est actuellement en récession, mais les progrès accomplis en matière de rétablissement de la confiance et de rééquilibrage, notamment grâce au renforcement de la gouvernance et aux réformes en faveur de la compétitivité, conjugués à une demande extérieure plus forte, devraient se traduire par une reprise modeste tirée par le secteur privé d'ici à la fin de l'année et renforcer le potentiel de croissance à long terme. Aux États-Unis, l'absence d'accord sur un programme budgétaire à moyen terme et l'incertitude relative au maintien de conditions monétaires accommodantes entravent le redressement de la demande intérieure. Le taux de croissance devrait correspondre à son niveau potentiel en 2013 et augmenter légèrement plus vite en 2014. Au Japon, une politique monétaire plus expansionniste, associée aux mesures promises d'assainissement budgétaire à moyen terme et à des réformes structurelles, ouvre la perspective d'une sortie de la déflation et d'une reprise de la croissance. Les difficultés à surmonter restent toutefois considérables. Par ailleurs, la croissance dans les économies de marché émergentes devrait se poursuivre à un rythme beaucoup plus rapide que dans les économies avancées, même si ces pays restent également confrontés à des difficultés en matière de politique macroéconomique, structurelle et sociale.

2. **Il faut traiter les causes de la faiblesse de l'investissement privé, tout en trouvant un juste équilibre entre soutien de la demande et prévention de la formation de nouvelles bulles spéculatives.** De nombreux pays ont besoin de stratégies d'assainissement budgétaire favorables à la croissance, permettant à la fois de réduire au maximum les effets adverses sur la distribution des revenus et la prospérité à long terme et de relever les défis posés à long terme en matière de retraites, de soins de santé et d'environnement. Les pays peuvent ajuster leurs mesures d'assainissement budgétaire et les concevoir de manière à renforcer à la fois la soutenabilité des finances publiques, la croissance et l'équité. L'idée d'un arbitrage à opérer entre les deux objectifs inconciliables que constitueraient la croissance et l'assainissement budgétaire constitue en fait un faux dilemme, du moins à moyen terme. Plus le programme destiné à assurer la soutenabilité budgétaire à long terme sera crédible, plus les autorités auront des marges de manœuvre pour soutenir la demande à court terme quand le besoin s'en fera sentir. La période actuelle de taux d'intérêts extrêmement bas devra s'achever tôt ou tard, mais les banques centrales devraient maintenir, voire accentuer dans la mesure du possible, la relance monétaire tant que subsistent d'amples écarts de production négatifs. Des mesures macroprudentielles peuvent contribuer à circonscrire le risque de bulles spéculatives lié aux conditions monétaires accommodantes. De nouvelles réformes du secteur financier s'imposent à l'échelle mondiale, notamment l'application aux banques de règles contraignantes en matière de levier financier et la séparation des activités des établissements bancaires. Dans la zone euro, les progrès accomplis vers la mise en place d'une union bancaire et de mécanismes de soutien financier pour les pays en difficulté doivent se poursuivre.

3. **Il est également essentiel de prendre des mesures pour favoriser un retour à une croissance riche en emplois.** Le chômage élevé accentue les risques d'effets durables, étant donné que les chômeurs de longue durée, en particulier les jeunes, se découragent et voient leurs qualifications s'éroder. Soumis à de fortes contraintes budgétaires, les États doivent concevoir des politiques judicieuses du marché du travail et orienter les aides aux demandeurs d'emploi de manière à maximiser leurs retombées, en veillant, par exemple, à ce que les mesures d'activation et les aides à l'embauche servent avant tout à favoriser le retour à l'emploi des groupes les plus défavorisés, tout en évitant de subventionner des emplois qui auraient été créés en tout état de cause. Il sera également essentiel d'assurer un accès égal à l'éducation, d'investir dans les compétences et d'améliorer la qualité des emplois, notamment dans les économies émergentes.

4. **Des réformes structurelles peuvent non seulement renforcer la croissance à long terme, l'équité et la viabilité, mais aussi alléger les pressions qui s'exercent sur les politiques macroéconomiques et permettre de renforcer la confiance à court terme.** Cela passe par l'adoption de mesures concernant la réglementation des marchés de produits et celle du marché du travail, l'enseignement et la formation, les systèmes de prélèvements et de prestations, les règles applicables aux échanges et à l'investissement, ainsi que les politiques d'innovation. Il sera particulièrement important pour l'expansion économique à long terme de mettre l'accent sur de nouvelles sources de croissance. Ainsi, l'investissement dans les actifs intellectuels – comme la recherche développement (R-D), les données ou les compétences spécifiques aux entreprises – constitue une importante source de gains de productivité et de croissance et varie sensiblement d'un pays à l'autre. Pour étayer ce type d'investissement, des réformes sont nécessaires en matière de fiscalité, de propriété intellectuelle et d'entrepreneuriat.

5. **Néanmoins, si certaines réformes permettent à la fois de renforcer la croissance et de réaliser d'autres objectifs importants de l'action publique, d'autres peuvent se traduire par des arbitrages en matière d'inégalités de revenu et d'environnement.** Ainsi, au-delà de leurs effets positifs sur l'environnement et l'économie, des politiques de croissance verte judicieusement conçues peuvent également renforcer le bien-être et promouvoir l'équité. Le remplacement des subventions aux combustibles fossiles par des transferts en espèces aux ménages pauvres et l'amélioration de l'accès aux services de base en eau potable et assainissement peuvent contribuer à réduire les inégalités. Par contre, un transfert de charge fiscale du travail vers la consommation est bon pour la croissance, mais moins cela est moins favorable à l'équité. Les responsables de l'action publique doivent être vigilants à ces arbitrages quand ils conçoivent un ensemble de mesures axés sur la croissance, afin de cerner, mesurer et gérer leurs effets indésirables.

Questions à examiner :

- *Quel rôle devraient jouer les politiques macroéconomiques et structurelles pour garantir une reprise forte et promouvoir une croissance durable, notamment la croissance verte ? Comment concevoir un assainissement budgétaire propice à la croissance ?*
- *Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser l'expansion économique et la création d'emplois en s'appuyant sur de nouvelles sources de croissance, comme le capital intellectuel ?*
- *Comment les décideurs publics pourraient-ils mieux intégrer les considérations environnementales et sociales dans l'élaboration des politiques économiques ?*

POINT 3 : L'HUMAIN AVANT TOUT : EMPLOI, ÉGALITÉ ET CONFIANCE

1. **Dans de nombreux pays, les effets de la crise continuent de se faire sentir, sous la forme d'un niveau de chômage élevé et d'une hausse du chômage de longue durée.** Dans les économies émergentes, le plus grand défi réside dans la forte proportion d'emplois informels et le caractère souvent précaire du travail. Les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les immigrés ont partout été plus durement touchés. Les coûts économiques et sociaux que cela engendre sont déjà élevés et pourraient s'alourdir encore si les individus s'éloignent du marché du travail et voient leurs compétences se dégrader. Si, dans de nombreux pays, d'importants progrès sont à noter en matière de réformes, les citoyens attendent de leurs gouvernants qu'ils s'emploient à instaurer les conditions indispensables pour créer des emplois et de la prospérité pour tous. Une reprise économique soutenue et de plus large portée est nécessaire pour parer aux urgences, c'est-à-dire améliorer à court terme les conditions sur le marché du travail et rétablir la confiance. Toutefois, un programme de réformes plus profondes et à plus long terme sera également nécessaire pour renforcer les liens entre emploi, égalité et confiance. Les réformes du marché du travail peuvent jouer un rôle utile et important à cet égard, comme cela a été le cas pendant la crise dans des pays comme l'Allemagne, mais elles doivent s'accompagner de mesures spécifiques à l'intention des plus vulnérables, de mesures en faveur de l'emploi ciblées sur la demande et d'investissements dans les compétences des individus : il faut faire passer l'humain avant tout !

2. **La qualité des emplois importe également.** Tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes, où la croissance de l'emploi a ralenti mais est restée positive durant la récession, la proportion d'emplois précaires (qui comprennent les emplois informels, temporaires et faiblement rémunérés) reste élevée. Dans de nombreux pays de l'OCDE, la crise a également des retombées considérables sur les travailleurs qui ont conservé leur emploi : précarité de l'emploi plus importante, possibilités de formation limitées, intensité de travail plus forte, difficultés croissantes à concilier vie professionnelle et vie privée et contraintes financières de plus en plus lourdes pour les travailleurs et leurs familles. Des analyses complémentaires s'imposent pour recenser les différentes dimensions qui déterminent la qualité de l'emploi, afin de formuler des avis plus éclairés sur la manière de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et d'élargir l'accès à des emplois stables, en favorisant aussi la mobilité des personnes occupant des emplois flexibles ou à temps partiel vers des emplois réguliers. Il faut également approfondir les travaux visant à améliorer l'adéquation entre les compétences et les emplois, afin de renforcer la productivité de la main-d'œuvre et la satisfaction professionnelle des individus.

3. **Dans de nombreux pays, l'une des principales inquiétudes liées aux tensions actuelles sur le marché du travail est leurs effets potentiellement durables sur les chômeurs, en particulier sur les jeunes.** Le fait de se heurter très tôt au cours de sa vie professionnelle au chômage ou à l'exclusion du marché du travail peut avoir des répercussions à long terme sur une carrière et compromettre les revenus futurs, surtout pour les catégories de population les plus défavorisées. Les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (dits NEET, suivant l'acronyme anglais) sont les plus exposés. Des programmes d'enseignement professionnel bien conçus (y compris d'apprentissage) peuvent permettre aux jeunes d'acquérir les compétences dont les employeurs ont besoin et les aider ainsi à trouver un emploi. Un Plan d'action pour les jeunes pourrait impulser des efforts concertés dans les domaines de l'emploi, de l'amélioration des compétences et des politiques sociales, afin d'offrir aux jeunes un meilleur départ dans la vie active. Ce Plan d'action s'appuierait sur les nombreuses analyses de l'OCDE portant sur les systèmes d'enseignement et de formation, le marché du travail et les politiques sociales, afin d'encourager un passage en douceur de l'école à la vie professionnelle.

4. **Les compétences – la ressource incontournable du 21^e siècle.** L'OCDE lancera en octobre les premières « Perspectives sur les compétences » qui s'appuieront sur les résultats de l'enquête sur les compétences des adultes menée dans le cadre du PIAAC. Les résultats du prochain cycle du PISA seront

disponibles en décembre et l'OCDE accentuera ses efforts pour étendre les bénéfices de ce programme à un ensemble encore plus large d'économies lors des prochains cycles. De plus, en s'inspirant de la Stratégie sur les compétences, lancée à l'occasion de la RCM de 2012, les gouvernements des différents pays mettent actuellement au point, avec le concours de l'OCDE, des stratégies nationales intégrées, adaptées à leur spécificité, qui examinent comment les systèmes d'éducation ou de formation débouchent sur des compétences, mais aussi de quelle manière les entreprises promeuvent l'acquisition des compétences dont elles ont besoin et les utilisent dans leur processus de production. Compte tenu de l'évolution des exigences du marché du travail en matière de compétences, les travaux analytiques en cours donneront des indications sur la manière dont les politiques publiques peuvent être mises en œuvre de façon à en maximiser l'impact sur la quantité et la qualité des emplois.

5. **L'inégalité des sexes constituait un problème persistant avant la crise et il risque de s'aggraver davantage.** Dans de nombreux pays, les femmes sont souvent surreprésentées dans les emplois les plus précaires et ont généralement des rémunérations sensiblement inférieures à celles des hommes. Il faut remédier aux écarts persistants entre les sexes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat, afin d'assurer une véritable égalité des chances et de permettre aux hommes et aux femmes d'apporter à l'économie et à la société des contributions meilleures et plus équilibrées. La mise en œuvre de la Recommandation sur l'égalité homme-femme qui doit être adoptée au cours de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) pourrait tracer les contours d'avancées significatives.

6. **L'intégration des immigrés sur le marché du travail est également capitale.** En 2010, dans les pays de l'OCDE, les immigrés permanents représentaient en moyenne plus d'un nouvel arrivant sur quatre dans la population en âge de travailler. Si les compétences sont exploitées de manière plus efficace sur les marchés du travail, l'immigration peut contribuer à remédier à certains déséquilibres démographiques entre des pays confrontés à un vieillissement rapide de la population et les pays émergents et en développement, où la population est plus jeune. Pour améliorer le devenir des immigrés sur le marché du travail, il est fondamental d'approfondir l'analyse des obstacles à l'emploi, comme la mauvaise maîtrise de la langue, la non-reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle acquises à l'étranger et la discrimination.

7. **Les tensions sur le marché du travail qui découlent de la crise s'ajoutent aux tensions existantes, en particulier à la montée des inégalités de revenu.** Les écarts de salaire se sont creusés, ces 20 à 30 dernières années, dans la grande majorité des pays de l'OCDE et dans de nombreuses économies émergentes, entraînant dans leur sillage une augmentation des inégalités de revenu des ménages. Les systèmes de prélèvements et de prestations sont donc soumis à des pressions considérables, car ils ne sont pas en mesure d'empêcher que la montée des inégalités de revenu marchand entraîne un creusement des inégalités de revenu disponible (après impôts et prestations). En outre, les liens entre l'accentuation des inégalités et la croissance économique à long terme ne sont pas bien compris. De nouveaux travaux de l'OCDE dans le cadre du projet sur les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) pourraient aider à expliquer ces liens.

8. **Face à une reprise économique atone et inégalement répartie, il est impératif de préserver et de renforcer les transferts de revenu et les mesures axées sur l'emploi, pour parvenir à une reprise riche en emplois et équitable.** Une protection sociale efficace est d'autant plus nécessaire que le chômage croissant et persistant risque d'accentuer encore les inégalités. Dans de nombreuses économies avancées, il convient d'ajuster les systèmes de protection sociale aux nouvelles réalités économiques et démographiques tandis que, dans nombre d'économies émergentes, ces systèmes demandent à être davantage développés pour que la croissance soit plus inclusive. Les responsables de l'action publique sont confrontés aujourd'hui à des dilemmes sans précédent. En particulier, de nombreux gouvernements ont engagé un processus visant à rétablir la viabilité des finances publiques, ce qui implique souvent de limiter les dépenses sociales. Compte tenu de l'importance des services sociaux, il est essentiel de cibler les

dépenses sur les mesures les plus efficaces par rapport à leur coût. L'égalité des chances est également très importante pour réduire les inégalités. Les politiques publiques doivent favoriser l'intégration et ne pas renforcer les structures existantes qui ne jouent pas en faveur de l'égalité. Des travaux complémentaires s'imposent indéniablement pour identifier les options envisageables afin de mettre en place un cadre d'action permettant aux pouvoirs publics d'élaborer un pacte social plus efficace et plus inclusif après la crise.

9. **C'est dans ce contexte qu'il convient de restaurer la confiance à l'égard des pouvoirs publics et des institutions.** La confiance des citoyens vis-à-vis de leur gouvernement, qui est fondée sur des éléments institutionnels, historiques et juridiques, est considérée comme une composante clé du pacte social, indispensable non seulement à la bonne santé de la démocratie mais aussi à la prospérité de l'économie. Un manque de confiance peut compliquer la mise en œuvre de réformes cruciales et aboutir à un respect moins rigoureux des normes et de la réglementation. Les citoyens et les entreprises peuvent également développer une plus grande aversion au risque et retarder leurs décisions d'investissement, d'innovation et de mobilité professionnelle, alors que ces dernières jouent un rôle déterminant pour relancer la compétitivité et la croissance. En premier lieu, il est urgent que les pouvoirs publics parviennent à mieux comprendre les facteurs à l'origine de cette crise de confiance et leur influence sur l'élaboration des politiques publiques et sur le comportement des citoyens et des entreprises.

10. **Pour restaurer la confiance, les gouvernements peuvent envoyer un signal clair en travaillant conjointement pour remédier aux lacunes juridiques qui permettent aux multinationales de réduire à la portion congrue, voire à néant, les impôts sur les sociétés qu'elles acquittent.** De nombreuses règles permettent aux multinationales de transférer leurs bénéfices là où le régime fiscal leur sera favorable, de sorte qu'elles échappent en totalité ou en partie à l'imposition sur les sociétés. Or, l'érosion de la base d'imposition et les transferts de bénéfices résultant de ces pratiques représentent une sérieuse menace pour la confiance dans l'équité du système d'imposition, la souveraineté fiscale et les recettes tirées de l'impôt. Il est indispensable de remédier à ces lacunes en veillant à ce que les pays puissent s'appuyer sur les informations, les analyses, les meilleures pratiques, les recommandations et les instruments internationaux dont ils ont besoin pour lutter plus efficacement contre ces pratiques. Dans la mesure où de nombreuses stratégies d'érosion de la base d'imposition et de transfert des bénéfices tirent avantage de l'interface entre les réglementations fiscales des différents pays, il est vital de traiter la question à l'échelon mondial, y compris grâce au Plan d'action actuellement élaboré par l'OCDE pour le G20.

11. **Pour renouer avec la confiance, il est aussi essentiel de garantir une gouvernance et une équité effectives à l'égard des citoyens et des entreprises.** Des mesures peuvent être prises pour intensifier la lutte contre la corruption et promouvoir l'intégrité à la fois dans l'action des pouvoirs publics et dans les transactions des entreprises. Il importe, par exemple, de mieux réglementer l'influence des groupes d'intérêt en place qui s'exerce par l'intermédiaire du financement politique. Améliorer le caractère inclusif et la transparence de l'élaboration de l'action publique, tout en mettant en place des mécanismes de responsabilité, peut également contribuer à renforcer la confiance. Une administration ouverte peut notamment optimiser les interactions entre l'administration et les autres parties prenantes. Un meilleur engagement auprès des citoyens peut également déboucher sur des politiques publiques plus performantes et plus pertinentes, permettant d'alimenter un cercle vertueux de confiance et de mise en œuvre efficace des politiques publiques.

Questions à examiner :

Première session : S'attaquer aux inégalités pour instaurer une société plus inclusive

- *Quels aspects des politiques économique, budgétaire, sociale, du marché du travail et de développement des compétences doivent être considérés comme prioritaires pour lutter contre les inégalités ?*
- *Comment les pays peuvent-ils adapter leurs politiques de prélèvements et de prestations afin de concilier les besoins en termes d'assainissement budgétaire et de protection sociale, tout en contrant la montée des inégalités ?*

Deuxième session : Emplois, marchés du travail et compétences - Les institutions comptent : Recréer un climat de confiance

- *Quels sont les moyens les plus efficaces pour remédier au chômage des jeunes et quel rôle pourrait jouer à cet égard un Plan d'action de l'OCDE pour les jeunes ?*
- *Quelles sont les mesures les plus adaptées pour assurer une intégration meilleure et plus égale des femmes sur le marché du travail ? Quelles sont les prochaines étapes nécessaires à la mise en œuvre de la Recommandation sur l'égalité homme-femme ?*
- *Dans nos sociétés, quelles sont les principales mesures à prendre pour rétablir la confiance dans les autorités et les institutions publiques ? Comment les ministres voient-ils les défis concernant la lutte contre la corruption, l'intégrité des institutions et le financement des partis politiques ?*
- *Comment l'OCDE peut-elle aider les gouvernements à mettre en œuvre des réformes pour rétablir la confiance et renforcer la transparence ?*

POINT 6 : LES PARTENAIRES DE L'OCDE ET LA STRATÉGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1. **L'instauration d'une croissance inclusive par la promotion de l'emploi, de l'égalité et de la confiance compte tout autant pour les pays en développement que pour les économies émergentes.** Au cours de la dernière décennie, bon nombre de ces pays ont enregistré des taux de croissance plus élevés que ceux des économies avancées, ce qui a contribué à faire reculer l'extrême pauvreté et suscité l'apparition d'une nouvelle classe moyenne. En même temps, des problèmes persistent, tels que les inégalités de revenu, le chômage des jeunes, le dualisme des marchés du travail avec un niveau d'emploi informel élevé ou encore la faiblesse du pacte social. En outre, les citoyens veulent des institutions et des pouvoirs publics plus démocratiques, responsables et transparents. Il est particulièrement important de faire en sorte que la croissance se traduise par un renforcement de l'égalité des chances.

2. **Le principal objectif de la Stratégie de l'OCDE pour le développement est de renforcer la contribution de l'Organisation « à une croissance plus forte et plus solidaire dans un éventail de pays aussi large que possible ».** S'attaquer aux questions liées à l'emploi, à l'égalité et à la confiance constitue un aspect essentiel de cet effort. Des *examens multidimensionnels par pays* sont en cours de réalisation sur la Birmanie, les Philippines et l'Uruguay : ils comporteront une analyse et la formulation de recommandations destinées à soutenir les gouvernements et les responsables de l'élaboration des politiques dans ces domaines. D'autres projets essentiels, comme ceux qui concernent la fiscalité et le développement, l'égalité entre femmes et hommes, la mise en place d'institutions budgétaires solides, les migrations, l'innovation, l'éducation et la croissance verte inclusive, faciliteront la conception, la mise en œuvre et le suivi de politiques qui, à terme, auront pour effet de promouvoir la création d'emplois, l'égalité et la confiance. Le partage des connaissances, notamment dans le cadre de l'Alliance pour le partage des connaissances (APC) récemment créée, contribuera à soutenir ces efforts. La contribution de l'OCDE à des processus mondiaux tels que la définition du programme d'action pour l'après-2015 peut favoriser l'instauration d'une croissance inclusive dans les pays en développement. Plusieurs domaines de compétence internes pourraient apporter une précieuse contribution aux débats menés sous la conduite des Nations unies, notamment grâce à l'approche multidimensionnelle appliquée à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de la qualité de la vie.

3. **La cohérence des politiques au service du développement (CPD) est une composante importante de la Stratégie et est en cours de renforcement, notamment dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et la lutte contre les flux financiers illicites.** L'OCDE ainsi que ses pays Membres et Partenaires peuvent contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale en poursuivant les réformes axées sur les politiques agricoles qui risqueraient d'avoir des retombées négatives sur les marchés alimentaires mondiaux, l'eau et l'environnement, en investissant et en partageant les connaissances dans des domaines tels que la recherche et l'innovation agricoles, en encourageant les investissements dans les infrastructures, et en échangeant des données d'expérience sur les bonnes pratiques. Dans le même ordre d'idées, le suivi des engagements pris par les pouvoirs publics pour lutter contre le blanchiment de capitaux, la fraude fiscale et la corruption, ainsi que pour assurer le recouvrement des avoirs volés et combattre les flux financiers illicites, aidera à réduire le détournement de ressources qui pourraient servir à financer le développement économique et social.

4. **Depuis la dernière RCM, l'OCDE a renforcé davantage sa coopération avec les Partenaires clés, notamment dans des domaines permettant de relever les défis relatifs à l'emploi, à l'égalité et à la confiance.** Les principaux objectifs consistent à améliorer les compétences, la qualité des emplois et les incitations en faveur de l'emploi formel, tout en renforçant la protection sociale. Une importance toute particulière est accordée à l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail et à l'adéquation des qualifications. De manière plus générale, des progrès sensibles ont été réalisés avec le Brésil dans le domaine des politiques fiscales et environnementales, avec l'Afrique du Sud pour ce qui est des normes

d'investissement, avec l'Inde en matière de conduite responsable des entreprises, et avec la Chine s'agissant de la lutte contre la corruption. Des efforts supplémentaires s'imposent pour les encourager à participer à des projets horizontaux essentiels et au réexamen d'instruments juridiques, mais aussi pour renforcer les orientations fournies par l'OCDE concernant les problèmes spécifiques auxquels ils sont confrontés. D'un point de vue formel, un nombre croissant de protocoles d'accord sectoriels ont été, ou seront, signés et un accord-cadre global a été conclu avec l'Indonésie, résultat que nous nous efforcerons de reproduire avec d'autres Partenaires clés. Ces accords supposent un engagement politique de part et d'autre, et donnent naissance à un mécanisme de définition de priorités conjointes.

5. **Ces dernières années, l'OCDE a acquis une solide expérience dans la mise en œuvre de programmes régionaux, y compris dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), en Amérique latine et en Eurasie.** Ces programmes de coopération représentent des plateformes très utiles pour les travaux de l'OCDE avec les pays de ces régions. L'engagement aux côtés d'autres pays africains pourrait être davantage renforcé.

6. **En s'appuyant sur cette expérience, nous devrions mettre en place un programme régional pour l'Asie du Sud-Est, région considérée comme une priorité stratégique dans la Résolution adoptée à la RCM de 2007, présidée par l'Espagne, et donner ainsi une nouvelle dimension à notre engagement envers elle.** Ce programme s'articulerait autour de *réseaux régionaux thématiques*, composés de responsables de l'action publique de la région et de délégués auprès de certains comités spécialisés de l'OCDE. Il faudrait définir les domaines d'action conjointe prioritaires, en s'appuyant sur une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration relayant les perspectives des pays d'Asie du Sud-Est et des pays de l'OCDE. Ce programme aura vocation à favoriser les échanges de vues afin de parvenir à une vision commune des grands enjeux auxquels ces pays sont confrontés. Il permettra en outre de faciliter l'accès à l'expertise des organes de l'OCDE et l'adhésion à ses instruments.

Questions à examiner :

- *Comment mieux soutenir les efforts déployés par les pays en développement et les économies émergentes pour faire face aux problèmes liés à l'emploi, à l'égalité et à la confiance, notamment à travers la Stratégie de l'OCDE pour le développement et d'autres instruments pertinents de l'OCDE ?*
- *Comment faire encore progresser la concrétisation des priorités en matière de CPD dans les pays de l'OCDE, dans le cadre d'une coopération et d'un dialogue avec nos Partenaires et au sein du Secrétariat de l'OCDE ?*
- *Comment l'OCDE peut-elle mieux associer à ses activités les Partenaires clés et les régions de premier plan, notamment l'Asie du Sud-Est ?*

POINT 7 – SESSION SUR LES ÉCHANGES

1. **Plus d'échanges commerciaux, c'est aussi plus de croissance et plus d'emplois. Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues une caractéristique dominante des échanges commerciaux et des investissements mondiaux et concernent l'ensemble des économies, en développement, émergentes et développées.** Les intrants intermédiaires représentent aujourd'hui 53 % des échanges de produits manufacturés, 59 % des échanges agricoles et 73 % des échanges de services dans les pays de l'OCDE, ce qui pose des problèmes pour l'analyse économique et stratégique. Lorsque les marchandises et les services franchissent plusieurs frontières à différents stades de la chaîne de valeur, les statistiques commerciales classiques entraînent un « comptage multiple » et dissimulent la source de la création de valeur aux différents stades du processus de production.
2. **Pour mieux cerner le rôle des échanges et de l'investissement dans la création de revenus et d'emplois, l'OCDE et l'OMC ont lancé une nouvelle base de données sur les échanges en valeur ajoutée.** Celle-ci comptabilise les échanges de produits intermédiaires et calcule la contribution de chaque économie aux CVM. Ce nouveau calcul nous permet de mieux comprendre les conséquences économiques des échanges pour les entreprises et les pouvoirs publics. Ces données soulignent que les importations sont vitales pour la production d'exportations et qu'elles contribuent de manière importante à améliorer la productivité.
3. **Les CVM soulignent la nécessité pour les pays de se doter de régimes ouverts, prévisibles et transparents en matière d'échanges et d'investissements, dans la mesure où les obstacles tarifaires et non tarifaires ainsi que les autres mesures restrictives se répercutent à la fois sur les entreprises étrangères et nationales.** Dans un monde dominé par les CVM, les droits de douane et les autres obstacles aux échanges se cumulent, et même des droits « faibles » et d'autres obstacles peuvent ainsi se combiner pour atteindre un niveau élevé lorsque le produit fini parvient au consommateur. Pour participer de façon profitable à des marchés et à des CVM plus intégrés, les pays importateurs et exportateurs doivent appliquer des procédures douanières efficaces et prévisibles. Ces procédures sont nécessaires pour attirer les entreprises, par le biais des échanges ou de l'investissement, et assurer des prix bas au consommateur final. Elles peuvent aussi contribuer à réduire au minimum les pertes de recettes publiques, la contrebande ou même la corruption.
4. **L'importance croissante des CVM milite très fortement en faveur d'une facilitation des échanges et rend prioritaire la conclusion des négociations relatives à un accord multilatéral dans ce domaine.** Les obstacles entre les pays tiers situés en amont ou en aval importent tout autant que ceux qui sont mis en place par les partenaires commerciaux directs, et il vaut mieux adopter à leur égard une approche globale. Une réduction de 1 % du coût des échanges internationaux se traduirait par une hausse du revenu mondial de plus de 40 milliards USD, dont 65 % reviendraient aux pays en développement.
5. **La nouvelle base de données sur les Échanges en Valeur Ajoutée (TiVA en anglais) révèle aussi que les services jouent un rôle beaucoup plus important dans nos économies que ne l'indiquent les statistiques commerciales brutes.** S'ils correspondent à 20 % des échanges mondiaux bruts, les services représentent plutôt 50 % des échanges totaux en valeur ajoutée. La valeur créée par les services atteint plus de 30 % de la valeur ajoutée totale des biens manufacturés. La libéralisation des échanges de services ouvrirait non seulement des perspectives d'expansion aux secteurs de services eux-mêmes, mais renforcerait aussi la compétitivité des entreprises manufacturières. Les travaux en cours à l'OCDE sur l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) visent à réunir des données sur les instruments de réglementation qui limitent les échanges de services, par pays et par secteur, et à quantifier les répercussions probables de ces instruments, ce qui permettra de disposer des informations nécessaires pour mettre en œuvre des réformes efficaces en vue de promouvoir les échanges et de renforcer l'emploi.

6. **En ouvrant l'accès aux réseaux, aux marchés mondiaux, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, l'intégration à une CVM existante peut être une étape importante du développement économique, plus facile à mener à bien que la constitution d'une chaîne de valeur totalement intégrée.** Les pays peuvent s'intégrer aux CVM en ouvrant leurs marchés aux échanges et à l'investissement direct étranger, en améliorant l'environnement des entreprises et les conditions d'investissement, en réduisant les coûts des échanges et les retards aux frontières et en renforçant la capacité des entreprises nationales à prendre part aux échanges et aux investissements internationaux. Les gouvernements devraient soutenir ce processus par des investissements dans les infrastructures, les actifs intellectuels et le développement des compétences. Les politiques d'aide pour le commerce peuvent aussi aider les pays en développement à mieux s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales.

7. **Le commerce est un moteur de croissance économique et ses avantages l'emportent sur les coûts des ajustements structurels qui lui sont associés.** Un accès prévisible aux marchés extérieurs joue un rôle important pour favoriser les économies d'échelle et la spécialisation. Une plus grande ouverture aux échanges peut se traduire par un surcroît d'activité économique qui créera des possibilités d'emploi. Il est crucial que soient mises en œuvre des mesures complémentaires pour soutenir les échanges. La mondialisation et le progrès technologique ont contribué à déplacer la demande de main-d'œuvre vers des travailleurs adaptables, aux qualifications élevées et présentant de bonnes capacités d'apprentissage tout au long de leur vie professionnelle. Il faut donc disposer de systèmes d'éducation et de formation efficaces pour aider chacun à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi ; de politiques actives du marché du travail, pour aider les travailleurs à passer des secteurs en déclin vers de nouveaux secteurs de croissance ; et de dispositifs de protection sociale pour aider les individus et leurs familles et leur donner le temps de s'adapter.

8. Il importe également de veiller à ce que les accords commerciaux régionaux et multilatéraux visent effectivement à réduire les distorsions et les éventuelles sources de complexité qui pourraient amoindrir l'efficacité des chaînes de valeur mondiale, de manière à soutenir un élargissement de la libéralisation des échanges multilatéraux.

Questions à examiner :

- *Compte tenu des nouvelles analyses et conclusions de l'OCDE concernant les échanges en valeur ajoutée, les chaînes de valeur mondiales (CVM) et les échanges de services, comment les ministres envisagent-ils l'évolution de leurs propres politiques commerciales ainsi que celles des principaux marchés de leurs pays ?*
- *Comment les pays peuvent-ils mettre en place un cadre d'action prévisible et porteur qui permette d'attirer les investissements des entreprises multinationales, acteurs essentiels des CVM, tout en ouvrant des perspectives de montée en gamme des entreprises nationales et d'effets d'entraînement sur l'économie intérieure ?*
- *Quels seraient les bénéfices potentiels pour la croissance d'un accord multilatéral sur la facilitation des échanges ? Quel rôle pourrait jouer l'OCDE à cet égard ?*
- *Comment l'aide pour le commerce pourrait-elle contribuer à l'intégration des pays en développement sur les marchés mondiaux ?*